

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201524]

**28 FEVRIER 2019.** — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle en vertu de l'article 138 de la Constitution des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 31 décembre 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée.

**Art. 3.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1272 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

**Accord de coopération entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone concernant le financement des soins en cas de recours à des institutions de soins en dehors des limites de l'entité fédérée**

Vu la Constitution, l'article 128, 130, 135 et 138;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service;

Considérant que les utilisateurs ne devraient pas être affectés par les changements induits par la sixième réforme de l'État;

Considérant qu'il est certainement nécessaire pour certains soins très spécialisés que les utilisateurs puissent se rendre n'importe où dans le pays et être assurés du remboursement des soins;

Considérant que la continuité des soins doit être garantie dans une autre entité fédérée que celle où l'on est domicilié;

Considérant qu'il est nécessaire, durant la phase de transition, que le mode de financement actuel soit maintenu lorsqu'une personne ayant besoin de soins a recours à des soins dans une autre entité fédérée et que la réciprocité soit garantie,

La Communauté flamande, représentée par le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille;

La Région wallonne, représentée par la Ministre wallonne de l'Action sociale, de la Santé et de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

La Communauté germanophone, représentée par le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

La Communauté française, représentée par le Ministre compétent pour les hôpitaux universitaires et les conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires;

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune, représenté par les Membres compétents pour la Politique de la Santé et les Membres compétents pour la Politique de l'Aide aux personnes;

Le Collège de la Commission communautaire française, représenté par le Membre compétent pour la Politique de la Santé;

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »;

Exerçant conjointement leurs compétences respectives, il a été convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Dans le présent accord de coopération, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> entités fédérées : la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Communauté française, la Commission communautaire française (Cocof) et la Commission communautaire commune (Cocom);

2<sup>o</sup> domicile : l'adresse où vit la personne ayant besoin de soins, conformément à l'article 32, 3<sup>o</sup>, du Code judiciaire;

3<sup>o</sup> institution de soins : les institutions qui ont été transférées aux Communautés par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État, telles que visées à l'article 5, § 1, I, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, et à l'article 5 § 1, II, 5<sup>o</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

#### CHAPITRE II. — Champ d'application

Art. 2. L'accord de coopération porte sur les compétences suivantes qui ont été transférées aux entités fédérées dans le cadre de la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État :

1<sup>o</sup> les soins résidentiels aux personnes âgées, y compris les centres de soins de jour et de court séjour;

2<sup>o</sup> les hôpitaux de revalidation et les centres de rééducation;

3<sup>o</sup> les maisons de soins psychiatriques;

4<sup>o</sup> les initiatives d'habitation protégée.

Art. 3. L'accord de coopération ne s'applique qu'aux personnes domiciliées en Belgique et aux personnes bénéficiaires dans le cadre de l'application des réglementations européennes et internationales.

#### CHAPITRE III. — Principes de base

Art. 4. L'objectif de l'accord de coopération est d'assurer la continuité du service et la sécurité juridique pour tous les acteurs concernés.

#### CHAPITRE IV. — Accords entre les entités fédérées

Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Le domicile de la personne ayant besoin de soins détermine quelle entité fédérée est compétente pour l'intervention dans les institutions auxquelles s'applique le présent accord de coopération.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le siège d'exploitation de l'employeur des personnes résidant dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'Espace économique européen ou en Suisse détermine quelle entité fédérée est compétente si les personnes ouvrent des droits aux prestations, sur la base des réglementations européennes ou des traités internationaux, en vertu du présent accord de coopération.

Pour les personnes résidant dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'Espace économique européen ou en Suisse, qui ont droit à une pension belge sur base des réglementations européennes ou des traités internationaux, le siège d'exploitation du dernier employeur des personnes, avant qu'ils soient pensionnés, détermine quelle entité fédérée est compétente.

§ 3. Cet article n'entrera en vigueur pour les habitants de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qu'après la concrétisation de ce principe dans un accord de coopération entre les autorités compétentes dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Durant une phase de transition, les entités fédérées octroient les mêmes droits à toutes les personnes ayant besoin de soins et ayant un domicile dans une entité fédérée donnée mais qui séjournent dans, ou ont recours à, une institution agréée par une autre entité fédérée, quel que soit leur domicile ou, pour les personnes visées à l'article 5, § 2, quel que soit le siège d'exploitation de leur employeur.

L'octroi de ces droits est soumis aux règles et conditions fixées par la réglementation propre à l'entité fédérée concernée.

L'entité fédérée qui agréé l'institution concernée, paie à l'institution agréée une intervention selon un régime de tiers payant conformément à la réglementation et à charge de l'entité fédérée qui agréé.

§ 2. Lors d'une phase de transition, les autorités compétentes dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale octroient les mêmes droits que ceux accordés aux résidents de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à toutes les personnes domiciliées en Belgique ou les personnes visées à l'article 5, § 2, qui ont leur domicile en dehors du territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, et qui ont recours à une institution sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Lors d'une phase de transition, l'entité fédérée qui agréé l'institution en région de Bruxelles-Capitale accorde les interventions de la même manière à toutes les personnes domiciliées dans la région de Bruxelles-Capitale et qui ont recours aux institutions agréées. L'intervention est versée par cette entité fédérée à l'institution au travers du système du tiers payant.

Art. 7. La phase de transition telle que visée à l'article 6 est valable pendant trois ans et est reconduite tacitement, une fois, pour une nouvelle période de trois ans, à défaut d'un nouvel accord.

Art. 8. Lors de la phase de transition, chaque entité fédérée assure le monitoring des personnes ayant besoin de soins et domiciliées dans les autres entités fédérées qui utilisent les institutions qu'elle agréé, ainsi que les indemnités versées à cet effet. Ce monitoring se déroule selon des accords à fixer ultérieurement dans un accord d'exécution, visé à l'article 92bis, § 1, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et dans le but de rédiger, après la phase de transition, un accord de coopération de coordination dans lequel les décomptes financiers entre les différentes entités fédérées seront réglés.

Art. 9. Les modalités d'application du présent accord de coopération sont précisées dans un accord d'exécution, visé à l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

#### CHAPITRE V. — Modalités de révision

Art. 10. Si une entité fédérée souhaite réviser l'accord de coopération, elle peut demander à tout moment la révision, s'il peut être constaté un déséquilibre manifeste entre les obligations réciproques, par la suite du présent accord. Un consensus entre toutes les parties est requis pour la révision de l'accord de coopération.

Chaque entité fédérée peut, à tout moment, convoquer une consultation ad hoc sur ce point.

#### CHAPITRE VI. — Entrée en vigueur de l'accord de coopération

Art. 11. Le présent accord de coopération produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019, à l'exception de l'article 5, §§ 1 et 2, qui entrera en vigueur à la date mentionnée dans un accord d'exécution, visé à l'article 92bis, § 1, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Signé à Bruxelles le 31 décembre 2018, en un seul exemplaire original en néerlandais, en français et en allemand, qui sera déposé auprès de la Communauté flamande, qui sera responsable des copies certifiées conformes et de la publication au *Moniteur belge*.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni,  
R. VERVOORT

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes,  
P. SMET

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux personnes,  
C. FREMAULT

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de la Santé,  
G. VANHENGEL

Pour la Commission communautaire française (Cocof) :

La Ministre-présidente du Collège,  
F. LAANAN

Le Membre du Collège, compétent pour la Fonction publique et la Politique de la Santé,  
C. JODOGNE

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de la Santé,  
D. GOSUIN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président, compétent pour les hôpitaux universitaires et les conventions  
de revalidation conclues avec les hôpitaux universitaires,  
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,  
O. PAASCH

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,  
A. ANTONIADIS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201524]

28. FEBRUAR 2019 — Dekret zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegeeinrichtungen über die Grenzen des Teilstaates hinaus (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung Angelegenheiten, die in Artikel 127 und 128 der Verfassung erwähnt sind.

**Art. 2** - Dem Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Dezember 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegeeinrichtungen über die Grenzen des Teilstaates hinaus wird zugestimmt.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2019 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. Februar 2019.

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1272 (2018-2019) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. Februar 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Finanzierung der Pflege bei Inanspruchnahme von Pflegeeinrichtungen über die Grenzen des Teilstaates hinaus**

Aufgrund der Artikel 128, 130, 135 und 138 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 I, Nummern 2 bis 5;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4;

Aufgrund des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 4. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In der Erwägung, dass es erforderlich ist, die Kontinuität des Dienstes zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass den Nutznießern durch die Änderungen aufgrund der sechsten Staatsreform keine Nachteile entstehen sollten;

In der Erwägung, dass es für bestimmte hochspezialisierte Behandlungen notwendig ist, dass sich die Nutznießer überall im Land der Kostenerstattung sicher sein können;

In der Erwägung, dass die Kontinuität der Pflegeleistungen in einem anderen Teilstaat als demjenigen, in denen man seinen Wohnsitz hat, gewährleistet sein muss;

In der Erwägung, dass es in einer Übergangsphase notwendig ist, die derzeitige Art der Finanzierung zu erhalten, sollte eine Person mit Pflegebedarf in einem anderen Teilstaat Pflegedienstleistungen in Anspruch nehmen, und dass die Gegenseitigkeit zu gewährleisten ist;

Zwischen

Der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch den flämischen Minister für Soziales, Volksgesundheit und Familie;

Der Wallonischen Region, vertreten durch die wallonische Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;

Der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch den Minister für Familie, Gesundheit und Soziales;

Der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch den Minister für universitäre Krankenhäuser und die Rehabilitationskonventionen, die mit universitären Krankenhäusern abgeschlossen wurden;

Dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch die für die Gesundheitspolitik und den Personenbeistand zuständigen Mitglieder;

Dem Vereinigten Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das für die Gesundheitspolitik zuständige Mitglied;

Nachstehend "die Parteien des Abkommens" genannt;

In gemeinsamer Ausübung ihrer jeweiligen Zuständigkeiten, ist Folgendes vereinbart worden:

#### KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1° Teilstaaten: die Flämische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaftskommission (COCOF) und die Gemeinsame Gemeinschaftskommission (COCOM);

2° Wohnsitz: die Adresse, an der die pflegebedürftige Person gemäß Artikel 32 Nummer 3 des Gerichtsgesetzbuches wohnt;

3° Pflegeeinrichtung: die Einrichtungen, die den Gemeinschaften durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die sechste Staatsreform übertragen wurden, so wie diese in Artikel 5 § 1 I Nummern 2-5 und Artikel 5 § 1 II Nummer 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen definiert werden.

#### KAPITEL II — *Geltungsbereich*

Art. 2. Das Zusammenarbeitsabkommen bezieht sich auf die folgenden Befugnisse, die im Rahmen der sechsten Staatsreform den Teilstaaten übertragen wurden:

1° Alten- und Pflegewohnheime, einschließlich der Tagespflegezentren und Kurzeitaufenthalte;

2° Rehabilitationskliniken und Rehabilitationszentren;

3° psychiatrische Pflegewohnheime;

4° Initiativen für begleitetes Wohnen.

Art. 3. Das Zusammenarbeitsabkommen ist nur anwendbar auf Personen, die ihren Wohnsitz in Belgien haben und auf Berechtigte im Rahmen der europäischen und internationalen Rechtsvorschriften.

#### KAPITEL III — *Grundlegende Prinzipien*

Art. 4. Das Zusammenarbeitsabkommen zielt darauf ab, die Kontinuität des Dienstes und die Rechtssicherheit für alle betroffenen Akteure sicherzustellen.

#### KAPITEL IV — *Abkommen zwischen Teilstaaten*

Art. 5. § 1. Der Wohnsitz der pflegebedürftigen Person bestimmt, welcher Teilstaat für die Beihilfe zugunsten der Einrichtungen, für welche dieses Zusammenarbeitsabkommen gilt, zuständig ist.

§ 2. Abweichend von § 1 bestimmt der Betriebssitz des Arbeitgebers von Personen, die ihren Wohnsitz in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Vertragsstaat des Europäischen Wirtschaftsraumes oder in der Schweiz haben, welcher Teilstaat zuständig ist, wenn die Personen aufgrund von europäischen Rechtsvorschriften oder internationalen Verträgen Anspruch auf Leistungen im Rahmen dieses Zusammenarbeitsabkommens haben.

Für die Personen, die ihren Wohnsitz in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Vertragsstaat des Europäischen Wirtschaftsraumes oder in der Schweiz haben und die Anrecht auf eine belgische Pension aufgrund von europäischen Regelungen oder internationalen Verträgen haben, bestimmt der Beschäftigungsort des letzten Arbeitgebers der betroffenen Person zum Zeitpunkt ihrer Pensionierung, welcher Teilstaat zuständig ist.

§ 3. Dieser Artikel tritt für die Bewohner der Region Brüssel-Hauptstadt erst in Kraft, wenn die Konkretisierung dieses Prinzips in einem Zusammenarbeitsabkommen zwischen den zuständigen Behörden in der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt vereinbart wurde.

Art. 6. § 1. Während einer Übergangsphase gewähren die Teilstaaten allen pflegebedürftigen Personen, die ihren Wohnsitz in einem bestimmten Teilstaat haben, jedoch in einer von einem anderen Teilstaat anerkannten Einrichtung leben oder diese in Anspruch nehmen, dieselben Rechte, unabhängig von ihrem Wohnsitz oder, betreffend die in Artikel 5 § 2 erwähnten Personen, von ihrem Beschäftigungsort.

Die Gewährung dieser Rechte unterliegt den Regeln und Bedingungen, die in den Vorschriften des jeweiligen Teilstaats festgelegt sind.

Der Teilstaat, der die betreffende Einrichtung anerkennt, zahlt der anerkannten Einrichtung eine Beihilfe im Rahmen einer Drittzahlerregelung gemäß den Vorschriften und auf Kosten des für die Anerkennung zuständigen Teilstaates.

§ 2. Während einer Übergangsphase gewähren die zuständigen Behörden des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt allen Personen, die ihren Wohnsitz in Belgien haben oder den in Artikel 5 § 2 erwähnten Personen, die ihren Wohnsitz außerhalb des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt haben und eine durch das zweisprachige Gebiet Brüssel-Hauptstadt anerkannte Einrichtung in Anspruch nehmen, dieselben Rechte wie Personen mit Wohnsitz im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt.

Während einer Übergangsphase bezahlt der Teilstaat, der die betreffende Einrichtung im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt anerkennt, eine Beihilfe auf dieselbe Art und Weise für alle Personen, die ihren Wohnsitz im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt haben und die eine anerkannte Einrichtung in Anspruch nehmen. Diese Beihilfe wird von diesem Teilstaat an die Einrichtung gemäß der Drittzahlerregelung ausgezahlt.

Art. 7. Die in Artikel 6 genannte Übergangsphase gilt für drei Jahre und wird stillschweigend einmal um weitere drei Jahre verlängert, sofern kein neues Abkommen geschlossen wird.

Art. 8. Während der Übergangsphase überwacht jeder Teilstaat die Zahl der pflegebedürftigen Personen, die ihren Wohnsitz in anderen Teilstaaten haben, die die vom eigenen Teilstaat anerkannten Einrichtungen nutzen, sowie die an diese Einrichtungen zu diesem Zweck gezahlten Entschädigungen. Diese Überwachung erfolgt gemäß den in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen, wie in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festzulegenden Modalitäten im Hinblick auf die Ausarbeitung eines koordinierenden Zusammenarbeitsabkommens nach der Übergangsphase, in der die Abrechnungen zwischen den verschiedenen Teilstaaten geregelt werden.

Art. 9. Die Modalitäten für die weitere Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens werden in einem Durchführungszusammenarbeitsabkommen weiter ausgearbeitet, gemäß Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

#### KAPITEL V — *Regeln zur Revision*

Art. 10. Falls ein Teilstaat das Zusammenarbeitsabkommen revidieren will, kann er jederzeit die Revision beantragen, wenn ein eindeutiges Ungleichgewicht in den gegenseitigen Verpflichtungen aus diesem Abkommen festgestellt werden kann. Eine Revision des Zusammenarbeitsabkommens erfordert einen Konsens aller Parteien.

Jeder Teilstaat kann jederzeit eine Ad-hoc-Konsultation zu diesem Thema einberufen.

#### KAPITEL VI — *Inkrafttreten des Zusammenarbeitsabkommens*

Art. 11. Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird am 1. Januar 2019 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 5 § 1 und § 2, der an einem Datum in Kraft treten wird, das in einem Ausführungsabkommen laut Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festgelegt wird.

Unterzeichnet in Brüssel am 31. Dezember 2018 auf Niederländisch, Französisch und Deutsch in einer einzigen Originalausfertigung, die bei der Flämischen Gemeinschaft hinterlegt wird, der die Erstellung der beglaubigten Kopien sowie die Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* obliegen.

Für die Flämische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident  
G. BOURGEOIS

Der Minister für Soziales, Volksgesundheit und Familie  
J. VANDEURZEN

Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums  
R. VERVOORT

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Politik für die Unterstützung von Personen zuständig ist  
P. SMET

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Politik für die Unterstützung von Personen zuständig ist  
C. FREMAULT

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Gesundheitspolitik zuständig ist  
G. VANHENGEL

Für die Französische Gemeinschaftskommission:

Die Ministerpräsidentin des Kollegiums  
F. LAANAN

Das Mitglied des Kollegiums, das für den Öffentlichen Dienst und die Gesundheitspolitik zuständig ist  
C. JODOGNE

Das Mitglied des Vereinten Kollegiums, das für die Gesundheitspolitik zuständig ist  
D. GOSUIN

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, zuständig für universitäre Krankenhäuser und für Rehabilitationskonventionen,  
die mit universitären Krankenhäusern abgeschlossen wurden  
R. DEMOTTE

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst  
und die administrative Vereinfachung  
A. GREOLI

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident  
O. PAASCH

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales  
A. ANTONIADIS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201524]

**28 FEBRUARI 2019.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

**Art. 2.** Goedkeuring wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 31 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat.

**Art. 3.** Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1272 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de financiering van zorg bij gebruik van zorgvoorzieningen over de grenzen van de deelstaat**

Gelet op de Grondwet, artikel 128, 130, 135 en 138;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, I, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de continuïteit in de dienstverlening te garanderen;

Overwegende dat de gebruikers niet mogen gehinderd worden door de wijzigingen ingevolge de Zesde Staats-hervorming;

Overwegende dat zeker voor bepaalde zeer gespecialiseerde zorg het noodzakelijk is dat de gebruikers overal in het land terecht kunnen en zeker zijn van terugbetaling van de zorg;

Overwegende dat de continuïteit van zorg in andere deelstaten dan waar men woont, moet gegarandeerd worden;

Overwegende dat het noodzakelijk is, dat in een overgangsfase de huidige manier van financiering blijft bestaan als een persoon met een zorgbehoefte een beroep doet op zorg in een andere deelstaat en dat de wederkerigheid gegarandeerd is;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;  
 Het Waals gewest, vertegenwoordigd door Waals Minister van Sociale actie, Gezondheid, Gelijke kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;  
 De Duitstalige gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister van Gezin, Gezondheid en Sociale aangelegenheden;  
 De Franse gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister bevoegd voor universitaire ziekenhuizen en bepaalde revalidatieconventies afgesloten met universitaire ziekenhuizen;  
 Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Leden bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en de Leden bevoegd voor Beleid inzake Bijstand aan Personen;  
 Het College van de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Lid bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;  
 Hierna "de partijen bij het akkoord" genoemd;  
 Zijn, gezamenlijk hun respectievelijke bevoegdheden uitoefenend, het volgende overeengekomen:

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° deelen-titeiten: de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC);

2° woonplaats: het adres waar de persoon met een zorgbehoefte woont, conform artikel 32, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek;

3° zorgvoorziening: de voorzieningen die werden overgedragen aan de gemeenschappen met de Bijzondere Wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming, vermeld in artikel 5, § 1, I, 2° tot en met 5°, en artikel 5, § 1, II, 5°, van de Bijzondere Wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

#### HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord heeft betrekking op de volgende bevoegdheden die in uitvoering van de Zesde Staatshervorming werden overgeheveld naar de deelen-titeiten:

1° de residentiële ouderenzorg, inclusief dagverzorgingscentra en kortverblijf;

2° de revalidatieziekenhuizen en revalidatiecentra;

3° de psychiatrische verzorgingstehuizen;

4° de initiatieven voor beschermt wonen.

Art. 3. Het samenwerkingsakkoord geldt enkel voor personen die hun woonplaats hebben binnen België, en voor personen die rechten openen binnen de toepassing van de Europese en internationale regelgeving.

#### HOOFDSTUK III. — *Basisprincipes*

Art. 4. Het samenwerkingsakkoord heeft tot doel om de continuïteit in de dienstverlening en de rechtszekerheid van alle betrokken actoren te garanderen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Afspraken tussen de deelen-titeiten*

Art. 5. § 1. De woonplaats van de persoon met een zorgbehoefte bepaalt welke deelen-titeit bevoegd is voor de tegemoetkoming in de voorzieningen waarop dit samenwerkingsakkoord van toepassing is.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 bepaalt de exploitatiezetel van de werkplaats van personen die hun woonplaats hebben in een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland, welke deelen-titeit bevoegd is indien zij op basis van de Europese regelgeving of internationale verdragen rechten openen op prestaties in het kader van dit samenwerkingsakkoord.

Voor personen die hun woonplaats hebben in een andere lidstaat van de Europese Unie of in van een andere staat die partij is bij de Europese Economische Ruimte of in Zwitserland, die recht hebben op een Belgisch pensioen op basis van de Europese regelgeving of internationale verdragen, bepaalt de exploitatiezetel van laatste de werkgever van desbetreffende persoon, alvorens deze op pensioen gegaan is, welke deelen-titeit bevoegd is.

§ 3. Voor de inwoners van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad treedt dit artikel pas in werking na de verdere concretisering van dit principe tussen de bevoegde overheden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad in een samenwerkingsakkoord.

Art. 6. § 1. In een overgangsfase kennen de deelen-titeiten aan alle personen met een zorgbehoefte met woonplaats in een bepaalde deelen-titeit maar die verblijven in of gebruik maken van een voorziening die door een andere deelen-titeit erkend is, dezelfde rechten toe, ongeacht hun woonplaats of, voor personen vermeld in artikel 5, § 2, ongeacht hun exploitatiezetel van tewerkstelling.

Bij de toekenning van deze rechten gelden de regels en voorwaarden zoals vastgelegd in de eigen regelgeving van de betrokken deelen-titeit.

De deelen-titeit die de betrokken voorziening erkent, betaalt aan de erkende voorziening in een derdebetalers-regeling een tegemoetkoming uit overeenkomstig de regelgeving en ten laste van de erkennende deelen-titeit.

§ 2. In een overgangsfase kennen de bevoegde overheden binnen het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad aan alle inwoners van België of personen vermeld in artikel 5, § 2, met woonplaats buiten het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, en die gebruik maken van een voorziening gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, dezelfde rechten toe als aan de inwoners van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

In een overgangsfase kent de deelen-titeit die de betrokken voorziening erkent in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tegemoetkoming op gelijke wijze toe aan alle personen met woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die gebruik maken van de erkende voorziening. Deze tegemoetkoming wordt door die deelen-titeit aan de voorziening uitbetaald door middel van een derdebetalers-regeling.

Art. 7. De overgangsfase, vermeld in artikel 6, geldt voor drie jaar en wordt éénmalig stilzwijgend verlengd voor een nieuwe periode van drie jaar, bij gebrek aan een nieuw akkoord.

Art. 8. Gedurende de overgangsfase monitort iedere deelen-titeit personen met een zorgbehoefte met woonplaats in andere deelen-titeiten die gebruik maken van de door de eigen deelen-titeit erkende voorzieningen, evenals de vergoedingen die hiervoor worden uitbetaald. Deze monitoring gebeurt, volgens verder te bepalen afspraken in een

uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en met het oog op de opmaak van een coördinerend samenwerkingsakkoord na de overgangsfase waarin de financiële afrekeningen tussen de verschillende deelentiteiten worden geregeld.

Art. 9. De modaliteiten voor verdere toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden verder uitgewerkt in een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK V. — *Regels voor een herziening*

Art. 10. Indien een deelentiteit het samenwerkingsakkoord wil herzien, kan zij op elk moment de herziening aanvragen, indien kan worden vastgesteld dat er een duidelijk onevenwicht in de wederzijdse verplichtingen ingevolge dit akkoord. Voor een herziening van het samenwerkingsakkoord is een consensus met alle partijen vereist.

Elke deelentiteit kan, op ieder moment, een ad hoc overleg hierover samenroepen.

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord*

Art. 11. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking vanaf 1 januari 2019 met uitzondering van artikel 5, § 1 en § 2, dat in werking treedt op een in een uitvoeringsakkoord, vermeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te bepalen datum.

Getekend te Brussel op 31 december 2018, in één origineel exemplaar in het Nederlands, het Frans en het Duits, dat zal worden gedeponereerd bij de Vlaamse Gemeenschap, die zal instaan voor de eensluidend verklaarde afschriften en de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-President,  
G. BOURGEOIS

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,  
J. VANDEURZEN

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De Voorzitter van het Verenigd College,  
R. VERVOORT

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
P. SMET

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen,  
C. FREMAULT

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,  
G. VANHENGEL

Voor de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof):

De Minister-Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
F. LAANAN

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof),  
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid,  
C. JODOGNE

Het Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,  
D. GOSUIN

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-President van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor universitaire ziekenhuizen en  
bepaalde revalidatieconventies afgesloten met universitaire ziekenhuizen,  
R. DEMOTTE

Voor het Waals Gewest:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Waalse Minister van Sociale actie, Gezondheid en Gelijke kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

Voor de Duitse Gemeenschap:

De Minister-President,  
O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS